L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI, 15 AOUT 1888.

OFFICIEL.

Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane.

Session Régulière de 1888.

No 103.] LOI

Autorisant la State National Bank, autrefois agent fiscal, à transférer certains bons, etc., en sa possession, au trésorier de l'Etat, qui les gardera sujets à la réquisition du Bureau de Liquidation pour remboursement ou dépôt.

Attendu que, en vertu des dispositions de la loi No 58, approuvée le 12 mars 1877, il était du devoir de l'agent fiscal de recevoir, de détenir et de garder en sa possession tous les bons destinés au remboursement de la dette d'Etat, conformément à la loi No 3 de 1874, et de les livrer à personne excepté d'après l'ordre écrit du Bureau de Liquidation, et seulement dans un but de remboursement ; et,

Attendu que les bons préparés en vertu des dispositions de ladite loi No 3, approuvée le 24 janvier 1874, sont encore à la State National Bank, ancien agent fiscal,—

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la dite banque est autorisée par elle y est requise par le présent à transférer les dits bons au trésorier de l'Etat pour être détenus par ce fonctionnaire sujets à la réquisition et au contrôle du Bureau de Liquidation pour remboursement ou dépôt. Il est bien entendu que si un agent fiscal est choisi par le Bureau de Liquidation, les dits bons seront déposés entre les mains du dit agent fiscal, pour la durée de son terme, aux conditions prescrites par la loi 58, approuvée le 12 mars 1877. Dans le cas où il ne sera pas nommé d'agent fiscal, et on celui-ci n'aura ni la garde ni la responsabilité établies par la loi 58 de 1877, le Bureau de Liquidation désignera une banque où les dits bons pourront être déposés pour y être en sûreté.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.
JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original,
JOS. GEBELIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 104. LOI

Pour autoriser le Registre du Bureau des terres publiques de l'Etat, quand de doubles entrées ou bans de terres ont été faites, à en céder l'entrée ou exacte et à émettre pour cette entrée un warrant applicable à d'autres terres de l'Etat et de la même classe.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que le Register du Bureau des terres publiques de l'Etat, quand il trouve dans les archives de son bureau ou d'autres preuves qui lui sont fournies, que de doubles entrées ou bans de terres ont été faits par des compétiteurs, c'est à dire une l'Etat a vendu et reçu le paiement deux fois le prix voulu la même terre, ou a livré ces patents pour des terres pour lesquelles le gouvernement des Etats-Unis a déjà émis des patentes fédérales, et auxquelles le concessionnaire des Etats Unis a un droit légitime et primitif, le dit Etat de la Louisiane, est autorisé à annuler la dernière entrée ou ban faite, pourvu que cette entrée ait été faite à l'erreur ou autrement, et pourvu aussi que la première entrée soit définitive ; et,

Sec. 2.—Il est aussi décrété, etc., Que, après la cancellation de cette entrée illégale ou erronée, le Register est en outre autorisé à céder un warrant à la partie ou à ses héritiers et représentants légaux, dont l'entrée a été ainsi cancellée, pour le montant intégral que l'Etat a reçu pour ladite entrée (achat) ainsi invalidée.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., que le warrant émis en vertu de la section 2 de ces dispositions de cette loi pourra être fait livrable en vertu de tous règlements qui sera la table au fur et à mesure prescrire, et sera applicable à la même classe de terre qu'avait choisie la partie en faveur de laquelle ledit warrant est émis.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc., Que le greffier, avant d'accepter une entrée cancellée, exigera de la partie qui se présentera de lui faire cession de cette loi, ou de tout droit ou réclamation qu'elle ou ses ayants cause pourraient avoir sur la terre ainsi cédée.

Sec. 5.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi incompatible avec les dispositions et et demeurent rappelées, et que la durée de son terme, aux conditions prescrites par la loi 58, approuvée le 12 mars 1877. Dans le cas où il ne sera pas nommé d'agent fiscal, et où celui-ci n'aura ni la garde ni la responsabilité établies par la loi 58 de 1877, le Bureau de Liquidation désignera une banque où les dits bons pourront être déposés pour y être en sûreté.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.
JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original,
Jos. GEBELIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 105.] LOI

Pour abroger la 2e No 23 de la session régulière de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane pour l'année 1886, approuvée le 8 mars 1886, intitulée "Loi autorisant le Gouverneur de l'Etat de la Louisiane à employer des avocats pour faire reconnaître les droits de l'Etat aux terres données à celui-ci par le gouvernement fédéral, ou pour recouvrer la valeur des dites terres en argent ou en scrip," et pour abroger le contrat conclu en conséquence le 20 mars 1880.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée législative de l'Etat de la Louisiane, que la loi No 23 de la session régulière de l'Assemblée Générale de 1880, approuvée le 8 mars 1886 et intitulée "Loi pour autoriser le Gouverneur de l'Etat de la Louisiane à employer des avocats pour faire reconnaître les droits de l'Etat aux terres données à celui-ci par le gouvernement fédéral, ou pour recouvrer la valeur des dites terres en argent ou en scrip," et pour abroger le contrat conclu en conséquence le 20 mars 1880, soit et est par la présente abrogée.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que la convention conclue entre Louis A. Wiltz, gouverneur de l'Etat, et John McEnery, le 20 mars 1880, en vertu de la dite loi No 23, est expirée et abrogée.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi n'aura d'effet qu'à partir du 1er janvier 1889.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.
JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original,
Jos. GEBELIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 106.] LOI

Autorisant les jurys de police de chaque Etat à diviser leurs paroisses respectives en districts de drainage; pourvoyant à la nomination de commissaires pour surveiller les dits districts, et indiquant leurs devoirs; prélevant des fonds par taxe spéciale sur les terres des dits districts, et déterminant la manière dont la dite taxe sera perçue.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que les jurys de police de l'Etat de la Louisiane sont autorisés à diviser leurs paroisses respectives en autant de districts qu'ils le jugeront nécessaire ou avantageux pour leurs paroisses respectives, dans le but de drainer plus rapidement les terres des dites paroisses. Ces districts seront désignés sous le nom de "Districts de drainage."

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que pour chaque district il n'y aura pas moins de trois commissaires que nommera le jury de police, lesquels devront être domiciliés dans le district pour lequel ils sont élus et dans lequel ils devront également posséder des terres. Les dits commissaires exerceront leur mandat tant que le jury de police le jugera convenable.

Sec. 3.—Les dits commissaires devront faire ouvrir et nettoyer tous les conduits naturels de drainage dans leurs districts respectifs. Ils ont plein pouvoir pour construire dans ce but des marchés, pour accepter ou approuver des contrats avec ceux qui les proposeront, pour creuser et ouvrir de nouvelles voies d'écoulement, quand cela sera nécessaire. Il est bien entendu que quand, de l'avis des dits commissaires, il sera nécessaire de creuser et d'ouvrir de nouvelles voies d'écoulement, le projet sera soumis aux propriétaires fonciers du dit district, lesquels décideront si le travail doit s'exécuter, indiqueront de quelle manière il doit s'opérer, ainsi que la manière de l'accomplir. L'opinion de la majorité des dits propriétaires fonciers prévaudra toujours; ils se prononceront dans un sens quelconque par la voie du scrutin ou par vote de pétition signée.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc., que lorsque les parties avec lesquelles les commissaires de district ont conclu un contrat ou en auront rempli toutes les obligations, ces commissaires leur livreront un certificat certifiant que le tout a été accompli et déclarant que les conditions du contrat ont été remplies, et en outre que le montant réclamé par les dites parties est correct. Ce certificat d'approbation sera présenté au président du jury de police, qui l'inscrira au registre des procès-verbaux, et sera dans le cas où il sera prêt à se des fonds affectés à cet effet.

Sec. 5.—Afin de recueillir les fonds nécessaires à la mise à exécution des dispositions de cette loi, il pourra être prélevé une taxe sur toutes les propriétés renfermées dans chaque district n'excédant pas 5 mills de 1 piastre, et afin de prélever ladite taxe les commissaires de chaque district soumettront au vote des propriétaires de terres de leurs districts respectifs, une loi par an au plus, la taxe à prélever dans chaque district. Si deux tiers des dits propriétaires, en nombre et en valeur, sont en faveur de l'impôt, la taxe sera perçue comme toutes les autres taxes et placée au crédit du dit district pour être affectée au but auquel elle a été prescrite.

Sec. 6.—Il est de plus décrété, etc., Que les commissaires nommés en vertu de cette loi ne recevront pas de rémunération; mais les frais qu'ils pourront encourir dans l'accomplissement de leurs devoirs leur seront remboursés.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.
JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original,
Jos. GEBELIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 107.] LOI

Autorisant les jurys de police de l'Etat à diviser leurs paroisses respectives en districts de drainage; pourvoyant à la nomination de commissaires pour surveiller les dits districts, et indiquant leurs devoirs; prélevant des fonds par taxe spéciale sur les terres des dits districts, et déterminant la manière dont la dite taxe sera perçue.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que les jurys de police de l'Etat de la Louisiane sont autorisés à diviser leurs paroisses respectives en autant de districts qu'ils le jugeront nécessaire ou avantageux pour leurs paroisses respectives, dans le but de drainer plus rapidement les terres des dites paroisses. Ces districts seront désignés sous le nom de "Districts de drainage."

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que pour chaque district il n'y aura pas moins de trois commissaires que nommera le jury de police, lesquels devront être domiciliés dans le district pour lequel ils sont élus et dans lequel ils devront également posséder des terres. Les dits commissaires exerceront leur mandat tant que le jury de police le jugera convenable.

Sec. 3.—Les dits commissaires devront faire ouvrir et nettoyer tous les conduits naturels de drainage dans leurs districts respectifs. Ils ont plein pouvoir pour construire dans ce but des marchés, pour accepter ou approuver des contrats avec ceux qui les proposeront, pour creuser et ouvrir de nouvelles voies d'écoulement, quand cela sera nécessaire. Il est bien entendu que quand, de l'avis des dits commissaires, il sera nécessaire de creuser et d'ouvrir de nouvelles voies d'écoulement, le projet sera soumis aux propriétaires fonciers du dit district, lesquels décideront si le travail doit s'exécuter, indiqueront de quelle manière il doit s'opérer, ainsi que la manière de l'accomplir. L'opinion de la majorité des dits propriétaires fonciers prévaudra toujours; ils se prononceront dans un sens quelconque par la voie du scrutin ou par vote de pétition signée.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc., que lorsque les parties avec lesquelles les commissaires de district ont conclu un contrat ou en auront rempli toutes les obligations, ces commissaires leur livreront un certificat certifiant que le tout a été accompli et déclarant que les conditions du contrat ont été remplies, et en outre que le montant réclamé par les dites parties est correct. Ce certificat d'approbation sera présenté au président du jury de police, qui l'inscrira au registre des procès-verbaux, et sera dans le cas où il sera prêt à se des fonds affectés à cet effet.

Sec. 5.—Afin de recueillir les fonds nécessaires à la mise à exécution des dispositions de cette loi, il pourra être prélevé une taxe sur toutes les propriétés renfermées dans chaque district n'excédant pas 5 mills de 1 piastre, et afin de prélever ladite taxe les commissaires de chaque district soumettront au vote des propriétaires de terres de leurs districts respectifs, une loi par an au plus, la taxe à prélever dans chaque district. Si deux tiers des dits propriétaires, en nombre et en valeur, sont en faveur de l'impôt, la taxe sera perçue comme toutes les autres taxes et placée au crédit du dit district pour être affectée au but auquel elle a été prescrite.

Sec. 6.—Il est de plus décrété, etc., que les commissaires nommés en vertu de cette loi ne recevront pas de rémunération; mais les frais qu'ils pourront encourir dans l'accomplissement de leurs devoirs leur seront remboursés.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.
JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original,
Jos. GEBELIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 108.] LOI

Etablissant comme un délit le fait de monter à cheval, ou conduire une voiture ou de transporter des colis sur les levées publiques de cet Etat; prescrivant des pénalités pour ledit délit; autorisant toutes les personnes arrêtées pour ledit délit à comparaître devant la cour de police et à donner leur parole d'honneur pour leur comparution.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée législative de l'Etat de la Louisiane, que toute personne montant à cheval, conduisant une voiture ou transportant ou emmenant des colis sur une levée publique de cet Etat, sera coupable d'un délit commis en public, et se verra reconnue coupable devant une cour quelconque de juridiction compétente, elle sera passible d'un emprisonnement, sans travaux forcés, de 30 jours au plus ou d'une amende de $50 au plus, ou de ces deux pénalités réunies, au gré de la cour. Il est bien entendu que cette loi ne s'applique pas aux fonctionnaires ou aux employés d'un district de levée ou d'une paroisse dans l'accomplissement de leurs devoirs en respectant, surveillant et réparant les dites levées.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que toute loi ou partie de loi contraire aux dispositions de la présente est et demeure rappelée; cette loi aura tout son effet dès qu'elle aura été promulguée.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.
JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original,
Jos. GEBELIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

Russie.

Nous lisons, dans la *Gazette de France*, du 29 juillet :

Un grand événement politico-religieux passionne en ce moment toute la Russie. Il s'agit du neuf centième anniversaire de Christianisme du Christianisme en Russie. Cette fête, qui réunit à Kief les représentants de tous les Slaves, est célébrée à l'étranger partout où la Russie possède des représentants.

A Paris, hier matin, l'office solennel a été chanté selon le rite grec par M. l'archiprêtre Tachaloff, le prêtre Wassilieff et le diacre Tesselsky.

M. Pomponrouff, maître de chapelle de l'église russe, dirigeait les chantres, qui ont fait entendre un de hymnes religieuses d'une brillante.

A la prince de Leutchenberg, le baron de Mohrenheim, ambassadeur de Russie ; MM. de Giers, de Narischine, tout le personnel de l'ambassade en grand uniforme et toute la colonie russe assistaient à la cérémonie.

Avant de quitter Peterhoff, Guillaume II aurait prononcé ces paroles aimables, qui paraissent avoir fait impression :

Maintenant, je comprends pourquoi mon grand-père aimait tant la Russie."

LES CATHOLIQUES ALLEMANDS.—Le Congrès général des catholiques allemands sera tenu, comme nous l'avons annoncé, à Fribourg en Brisgau.

Le Comité directeur a déjà pris toutes ses mesures pour préparer l'organisation de ce Congrès.

Les orateurs les plus distingués du parti catholique se sont inscrits pour prendre la parole.

La ville de Fribourg se prête très bien pour cette assemblée, qui aura lieu dans la *Aussthalle*, ou pourront autres environ 3500 personnes.

Le grand jardin municipal a été mis à la disposition du Comité du 31 août au 7 septembre.

La famille X.... a loué un petit appartement au bord de la mer, chez un brave paysan.

L'autre jour, le jeune Toto, monté sur l'embarcadère du puits, s'y livrait aux plus dangereuses cabrioles.

—Ne vous penchez pas comme ça au bord du puits, monsieur Toto ! s'écrie le brave paysan; vous n'auriez qu'à tomber dedans, et je serais obligé d'aller chercher de l'eau à trois kilomètres d'ici !

Drame sans témoins.

Plus ne partirons,
Plus ne reviendrons,
Sous les goémons
Dormons !

JEAN RICHEPIN.

On ne saurait les compter ces drames sans témoins, réels, sombres entre tous qui font que sans cesse des sanglots immenses, des cris de terreur s'élèvent dans l'espace impassible, s'y perdent et ne vont qu'à Dieu !

Nous, nul ne les comptera ; presqu'à chaque mouvement de l'aiguille au cadran quelque catastrophe cause des deuils sur notre planète ; à la minute même où j'écris, quelque malheureux sans doute s'épuise en cris, en appels désespérés que personne n'entend ; le secours imploré ne vient pas, ne viendra point, et, la victime succombe, disparaît, sombre dans le néant implacablement inhet, sans que jamais on puisse même connaître le lieu précis où le destin l'a frappée.

Chaque jour c'est quelque collision de chemin de fer, quelque débordement, quelque conflagration, quelque convulsion de la nature : trombe, débordement, tremblement de terre, éruption volcanique qui dévastent l'humanité, mais si atroces que soient ces sinistres où la mort fait son œuvre en graud, ils n'ont peut-être pas l'épouvantement de ces scènes où cette mort vient vous frapper seul, où on la sent achevant lentement son travail de destruction.

L'un de ces drames sans témoins se passait dans la nuit de samedi dernier, drame dont le mystère restera probablement impénétrable à tout jamais.

C'était dans l'Etat du Maine, à Bar Harbor, ville d'eaux aristocratique, située sur le Frenchman's Bay, à 46 milles au sud-est de Bangor.

Il était neuf heures du soir, la nuit était noire et cependant deux jeunes gens, Mlle Fannie Milliken, de la Nouvelle Orléans, M. J. Howard Reed, d'Albany, New York, s'embarquaient dans un canot, et, malgré des avertissements réitérés, dit-on, se risquaient sur la nappe d'eau que l'on sentait, que l'on entendait, mais que l'on ne voyait déjà plus.

Ils partaient, ne croyant pas au danger, raillant peut-être ceux qui leur en parlaient. Pour eux, c'était une de ces promenades souvent faites, dont on revient toujours, leur semblait il ; la baie, malgré ses ténèbres, ne leur paraissait pas avoir plus de menaces que les lagunes de Venise; leur frêle canot les ramènerait aussi sûrement que là-bas ramènent les gondoles.

Ils ne devaient jamais revenir.

Il était neuf heures, écrivions-nous, quand ils se risquaient sur les eaux; depuis ce moment, on ne sait plus rien d'eux.

Seulement à peine étaient-ils partis, que les ombres se faisaient plus épaisses, et les vagues commencent à tel point que le plus hardi marinier de la baie n'eut pas songé à l'affronter.

Ce fait seul est comme une terrible exposition de la tragédie qui allait se dérouler, nous dont nul ne connaît, ne connaîtra les péripéties. Péripéties dont on se figure néanmoins les épouvantements, l'on se les représente tels, que la pensée se consterne en s'y attardant.

Puis vers dix heures et demie, alors que les habitants de la jetée n'entendaient une minute, des cris, partis de poitrines humaines, montèrent dans la nuit et ils furent entendus d'un pêcheur résidant sur l'une des falaises se dressant dans le Bar Harbor et formant comme un goulot s'ouvrant sur la mer. C'était affreux, et est-ce douter, le pêcheur a de ces infortunés qui, croyant aller au plaisir, allaient à la tombe.

Que disje, à la tombe ! Pas même cela. Ce canot retrouvé vide, chaviré, a une fable existance du point où on le suppose ses eaux à celles de l'océan, ajoute à l'immensité de ce malheur la crainte navrante qu'il n'y aura pas même de tombeau pour ceux qui, il y a peu d'heures encore, marchaient dans la vie avec toutes les joies, toutes les ambitions, tous les prodigalités que donnent la fortune et une position élevée, enviée dans le monde.

L'écho lugubre de ces cris, l'épave d'un canot désemparé, voilà tout ce que l'on a appris sur cette nuit terrible qui sera pour deux familles, un souvenir dont le supplice ne finit jamais.

Leur imagination, si éprouvablement frappée, fera le reste. Longtemps, bien longtemps, elles chercheront à reconnaître le terrible secret qui pèse sur leur vie. Longtemps elles auront la vision de ces deux êtres perdus dans l'infini de la nuit et des flots; se débattant, luttant contre la mort, implorant une aide qui était là, tout près, et dont la venue était pourtant impossible. Cette mort suprême où l'âme va s'envoler de nous doit sembler parfois une éternité, et au moment de l'inévitable détachement, tous le passé, surtout, quand il a été un gage de bonheur, doit revivre pour celui qui va mourir.

Il est des instants dans la vie où les faits qui jusque là avaient semblé ne laisser en nous aucune trace, acquièrent une douloureuse importance. C'est ainsi que la silhouette de celle que les flots inexorables ont emportée, apparaît à mon regard, persiste, pour ainsi dire, à rester devant eux.

Je ne connaissais pas Mlle Fannie Milliken, mais souvent je l'avais rencontrée dans le monde concerts, spectacles— et mon attention s'était naturellement portée sur elle, car cette jeune fille avait tout sympathique à tant cette parmi les individualités les plus accentuées, les plus recherchées de la Nouvelle-Orléans.

Aujourd'hui, ma pensée, par une de ces opérations de l'esprit, dont on n'est pas le maître, va de ce fait à Hardie, aux rendez-vous de la société élégante, où je retrouvais Mlle Milliken. Je la revois surtout dans cette loge de l'Opéra où toujours elle était entourée, où tout en elle, santé, jeunesse, éducation, fortune, gaieté, esprit, promettait des jours si longs, si bien remplis.

Ses traits qui ne s'étaient plus représentés à ma mémoire, qui s'en étaient à peu près effacés, y reviennent maintenant, se précisent, s'accentuent. Seulement, et malgré moi, une double image se produit : la jeune fille qui sourit, applaudit à l'œuvre qu'elle écoute, qu'elle suit ; la victime qui dispute aux vagues cette vie qu'elle aimait tant, qu'elle avait tant de raisons d'aimer, et, avec un dernier cri, disparaît dans le gouffre qui ne la rendra peut-être jamais.

Plus rien, rien, de tout ce poème de jeunesse.

Qui, croyez-le, ces drames sans témoins sont les plus terrifiants ; et ils pénètrent plus profondement encore, ils jettent plus d'effroi quand c'est une jeune fille qu'ils tuent. Celui-là, qui s'est passé à l'autre bout des Etats-Unis, a tait le deuil aussi à la Nouvelle-Orléans, surtout à la Nouvelle Orléans où Mlle Fannie Milliken était entourée d'affections vraies, précieuses.

Quant au deuil de la mère, du père, je n'en parlerai pas ; il est des douleurs incommensurables devant lesquelles on doit garder silence et se découvrir. Plainte éternelle, comme celle des vagues qui roulent les cadavres de cette jeune fille, de ce jeune homme disparus sans retour.

Plus ne partiront,
Plus ne reviendront,
Sous les goémons
Dormiront !

L. PLACIDE CANONGE.

CORRECTIONS. — Dans notre article : *Louisiana State University*, publié hier, se sont glissées plusieurs erreurs graves, entr'autres celles-ci :

Au paragraphe 11, première ligne, au lieu de "Il s'en va *aussi* pour le département si important de la mécanique", lisez : Il s'en va également *ainsi* pour le département si important de la mécanique.

Au paragraphe suivant, ligne 1, au lieu de : "Le *nom* d'agriculture" &c., il faut lire : "Le *cours* d'agriculture, auquel nous ne saurions trop revenir, se développe dans une vaste sphère."

Au paragraphe 15, ligne 2 faire suivre de ce mot : "présidens," le nom de M.S. W. Nicholson.

West End.

Si vous lisez la programme du West End, vous verrez que la soirée d'aujourd'hui promet de compter parmi les meilleures. Toujours quatre parties, et durant les cinq ou six heures que dure le concert, on est sûr d'entendre souvent des pages d'un choix excellent, et souvent aussi exécutées avec beaucoup de correction, d'art.

On sait que Mlle Alice Raymond, cocasiste, fera son début dimanche prochain 19 août.

Cri de cœur.

La noyade au bord de l'eau.

—Voyons, Auguste, ne monte pas dans ce bateau, tu vas t'exposer.

—Mais non.

—Tu pourrais te noyer.

—Mais non, te dis je, Paulchérie, ça me connaît.

—Eh bien, laisse-moi au moins te mettre ta ceinture de sauvetage.

Abus de confiance.—Un sieur Perrin, qui habitait chez Mme Louise Stéphens, rue de la Douane no 238, et qui en se présentant dans le quartier comme prêtre, avait réussi à se faire prêter maintes sommes d'argent dont une grande partie a été extorquée au Dr Lorino, soi-disant Marais et Douane, a été arrêté.

Malgré les titres exhibés par lui à la police, celle-ci pense que Perrin est un faux prêtre. Il dit venir du Canada et avoir été ordonné prêtre à Londres. Il a exhibé à l'appui de son assertion une lettre de l'évêque de San Antonio. On lui a demandé pourquoi il n'était logé dans une maison peu recommandable, mais il a objecté qu'il ne connaissait nullement la réputation de la maison où il était et que les habitations des prêtres de la ville étant toutes occupées à cette saison il n'aurait pu y trouver de place.

Malgré ses allures de curé, naturelles ou d'emprunt, le juge Dreux a condamné Perrin à $25 d'amende ou 30 jours.

Rixe.—Hier soir à 6:20 heures, John et Thos McNolty, se sont battus au coin des rues Thalie et Prytania et ce dernier a reçu plusieurs coups de poignard à la figure. Le blessé a reçu les soins des étudiants et son adversaire a été arrêté et conduit au poste.

Diphthérie.—Cinq nouveaux cas de diphthérie ont été constatés à Alger et quatre en ville.

La logique des enfants triomphera toujours de celle des locutions.

Bébé admire la vitrine d'un bijoutier.

—Oh ! les belles affaires ! Dis m'man, comment ça s'appelle ?

—Des perles, des diamants, mon mignon.

—Oh ça se trouve-t-il ?

—Les perles ? Dans la mer.

—Comme les diamants, alors ?

—Pourquoi, pourquoi les diamants ?

—Puisque papa disait l'autre jour que les diamants étaient d'une belle eau !

Que dit-on de quelqu'un qui, tombé en syncope, revient à lui ?

—On dit : il sera Nimes.

L'EAU DE LA SOURCE DE LA PENSION GUNTHIER, A COVINGTON, LNE.—M. Léon Bolandard, chimiste français, ancien élève de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris, a fait, en 1885, une analyse de l'eau de la source de M. F. Gunthier, à Covington, paroisse St. Tammany, Louisiane. Nous croyons utile de reproduire son rapport :

Je certifie avoir analysé l'eau citée ci-dessus et avoir trouvé que les corps étrangers qui entrent dans sa composition sont les suivants :

1. Acide carbonique libre.
2. Bicarbonate de chaux.
3. Sulfate de chaux (traces).
4. Chlorure de sodium.
5. Protoxyde de fer.
6. Acide crénique.
7. Magnésie (faibles traces).

L'élément le plus important, en poids, parmi ces différentes corps, est le chlorure de sodium : 263 mmgs. par gallon (=283 milligrammes).

L'oxide ferreux est combiné à l'acide crénique, mais cette composition paraît assez instable, car une simple exposition de l'eau à l'air libre donne, au bout de peu de temps, un dépôt d'oxide de fer. Ce crénate, d'après la composition ci-dessus énoncée, que cette eau est recommandable à plusieurs points de vue différents.

1. L'acide carbonique, contenu à l'état libre, la rend digestive.
2. Les 263 milligrammes de chlorure de sodium, contenus par gallon, en font un laxatif faible ;
3. L'acide crénique facilite les sécrétions urinaires.

M. Bolandard a travaillé, pendant dix mois, en qualité de sous chimiste, au plus grand "Blast Furnace" (haut fourneau) des Etats-Unis—celui des MM. Carnegie Brothers & Co., à Braddock, Alleghany County, près Pittsburgh, Pennsylvanie. A son départ de l'établissement, la maison lui a donné ce certificat :

"27 août 1884.

"Par suite du mauvais état des affaires et, conséquemment, de la diminution nécessaire du nombre des employés, nous avons, à notre grand regret, été forcés de nous dispenser des services de M. Léon Bolandard, attaché au "Blast Furnace" comme sous chimiste. Nous l'avons trouvé capable et digne de confiance."

M. Bolandard était recommandé par M. Joseph Albrecht, ci-devant chimiste à la Monnaie de la Nlle Orléans.

SIGNAUX D'INCENDIE.

5 Harmonie et Tchoupitoulas.
6 Washington et Chippewa.
7 Marché de la rue Nouvelle.
8 Carondelet et Hautpenne.
9 Perrier et Semmes.
12 Magnolia et Washington.
14 Sixième et St-Denis.
14 Poste de la Cie de Pompe No 22.
15 Poste de la Cie de Pompe No 23.
16 Poste H. and L. Co. No 1, Jackson.
17 Constance et Première.
18 Magazine et St-André.
20 Ste Marie et Tchoupitoulas.
21 St-Charles et Première.
23 Dryades et St-André.
24 Marché Keiler.
25 Jackson et Colliade.
26 Jackson et Liberté.
27 Deuxième et Dryades.
28 Jackson et Laurel.
29 Levée, Orange et Richard.
31 Henderson et Peters.
32 Poste de la Cie de Pompe No 12. Tchoupitoulas.
34 Poste de la Cie de Pompe No 1, Hunter.
35 Chippewa et St. James.
36 Station de Police du 2ème Precinct
37 Race et Magazine.
38 Melpomène et Camp.
39 Richard et Annonciation.
41 Station des Ecuries, St-Charles.
42 Marché Dryades, Melpomène.
43 Franklin et Erato.
45 Camp et Calliope.
48 Poste No 6.
47 Calliope et Front.
48 Potera et St-Joseph.
51 Constance et Foirat.
52 Camp et St-Joseph.
53 Poste de la Cie de Pompe No 13, Calliope.
54 Remparts et Delord.
56 Calliope et Freret.
57 Magnolia et Erato.
58 Julie et St-Charles.
61 Terpsichore et Franklin.
62 Poste de la rue Lafayette.
63 Camp et Poydras.
65 Julie et Commerce.
71 Pied de la rue Julie, Dépôt du L. & N. R. R.
72 Canal et Levée.
74 Magazine et Girod.
75 Natchez et Tchoupitoulas.
81 Canal et Camp.
82 Girod et Baronne.
83 Poste de la Cie de Pompe No 19, rue Perdido.
84 Carondelet et Commune.
91 Remparts et Canal.
93 Remparte et Poydras.
121 Poste de la Cie de Pompe No 14, rue Commune.
125 Maison de Rafuge, Girod.
126 Claiborne et Poydras.
127 Commune et Rochablave.
134 Miro et Lafayette.
141 Bienville et Vieille Levée.
142 St-Louis et Royale.
143 Poste de la Cie de Pompe No 7, Dauphine.
145 Bourgogne et Toulouse.
151 Poste H. & L. Co. No 6, Bassin.
151 Canal et Robertson.
152 Bienville et Johnson.
153 Derbigny et Bienville.
154 Station des cars, rue du Canal.
156 Prieur et St-Louis.
157 Vieille-Levée et St-Philippe.
215 Station de Police, Place Jackson
216 Hôpital et Dauphine.
217 Poste de la Cie de Pompe No 10, Domaine.
231 Tremé et Esplanade.
232 Remparte et Esplanade.
234 Tremé et Ursulines.
235 Poste de la Cie de Pompe No 21, Claiborne.
236 Chemin du Bayou et Claiborne.
237 Station de Police, Prison de Police.
241 Poste de la Cie de Pompe No 3 Esplanade.
242 Ste-Anne et Miro.
243 Manufacture de Stern, Français.
244 Pont du Bayou et Esplanade.
245 Marigny et North Peters.
253 Poste de la Compagnie de Pompe No 9, Esplanade.
312 Station de police, Champs-Elysées.
313 Bagatelle et Esplanade.
314 Bons-Enfants et St-Antoine.
315 Bons-Enfants et Champs-Elysées.
316 Claiborne et St-Bernard.
317 Lapeyrouse et Miro.
412 Laharpe et White.
413 Remparts et Espagne.
414 Poste et Urquhart.
415 Mandeville et Claiborne.
416 St-Antoine et Claiborne.
512 Presse à soton et Levée.
514 Marché Washington.
515 Lagnie et Remparts.
612 Poste de la Cie de Pompe No 24 rue Dauphine.
613 Dauphine et Independance.
614 Station des cars, Pologne.
615 Casernes des Etats-Unis.
616 Bayous et Dauphine.

*Diphthérie.

Ventes insérites au bureau de l'annotateur des aliénations :

Chalmette Homestead Association à Guiseppe Lacascio, un terrain borné par les rues Johnson, Galvez, Ursulines et Hôpital, $400.

Gustave Devron à Alexandre F. Besse, un terrain borné par les rues Chartres, Port, St-Ferdinand et Architecte, $1600.

People's Homestead Association à Guillaume Mothe, un terrain borné par les rues Amélia, Colisée, Peniston et Perrier, $22250.

American Homestead Association à J. H. Schwartz, un terrain borné par les rues Annonciation, Robert, Soniat et Laurel, $4000.

Wm Merkel à Mme Charles F. Hardie, deux terrains bornés par les rues Robert, Upperline, Magazine et Constance, $2000.

Cour Civile.—La succession Nelson Moody est ouverte.

Inventaire de la succession Laura et Marie Barka, $16,919 25.

Le délai demandé par Mme Régina Heyman à ses créanciers lui est accordé.

Loi du dimanche.—Le meeting de la salle Grunewald.—Hier soir à 7 heures 30, les portes de la salle Grunewald s'ouvraient pour livrer passage aux citoyens qui convoqués par une annonce publiée dans les journaux, venaient assister à un meeting dont ils ignoraient le but, mais qui devait être question de la loi du dimanche.

Arrivés par groupes de trois ou quatre, les propriétaires de buvettes, cafés-concerts, les marchands de fruits, de tabac, les épiciers, barbiers, etc., ont complété l'assistance qui a fini par ne plus avoir l'air de plus en plus étonné à mesure que le temps s'écoulait de voir que personne ne venait prendre possession des chaises rangées en demi-cercle sur la scène.

Ou croyait bien, et cela sans doute, lorsque l'heure fixée pour l'ouverture du meeting est arrivée, que M. Bauman est monté sur la scène au milieu de murmures d'approbation et de soupirs de soulagement. Il a annoncé que, comme membre d'un comité de deux—dont le second n'est pas connu—il avait été chargé de s'occuper de la location d'une salle pour y convoquer les citoyens intéressés à s'organiser contre la loi du dimanche.

En conséquence, il ouvrit la séance et commence une série de nominations, lorsqu'il est interrompu par M. Solomon Marx qui fait observer que les choses ont été faites trop subitement. On aurait du clouer par avance les orateurs qui devaient parler en faveur de la mesure, et propose d'ajourner au lendemain.

Mais sur motion on élit à l'unanimité M. F. H. Beaners, chairman et celui-ci procède aux autres nominations. Sur motion un comité d'organisation est immédiatement composé de MM. Roman, Blaise, Wenck, Heira et Hutt. M. Chas Schenck est nommé vice-président, Jos. Machèce, 2me vice président, Sol. Marx, Secrétaire, P. Blaise, Trésorier. Le président annonce que le meeting est ajourné à vendredi soir.

L'heure et le lieu seront choisis ultérieurement et portés à la connaissance des intéressés par voie de la presse. La séance est close. On a remarqué à la sortie un citoyen plus pratique que les autres qui paraît protester plus énergiquement n'est rendu avec un mort fig et s'en est retourné entre deux amis complaisants.

Aujourd'hui à midi, on se réunira pour choisir les orateurs qui prendront la parole vendredi soir.

Au Maire.—Les commissaires des travaux publics, J. L. Fitzpatrick, a adressé au maire la lettre suivante :

NOUVELLE-ORLEANS, 13 août 1888.

Hon. Jos. A. Shakspeare :

Monsieur—Mon but en vous écrivant cette lettre, est de vous demander de vous joindre à moi pour prier le comité ès-qualités de faire une enquête au sujet des accusations portées contre le département dont j'étais dernièrement commissaire.

C'est une affaire à laquelle je ne puis rester ind